



EQUI
POP.
ORG

2014

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
Avenue des Tansoba,
Pharmacie du Musée
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

page 8

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 28

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

page 38

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equilibres & Populations s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires financiers et donateurs sans l'appui desquels les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG homologues avec qui nous avons tissé des partenariats solides et durables, experts et fonctionnaires avec qui nous coconstruisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici toutes et tous chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

In memoriam

Marie-Claude Tesson-Millet : un combat pour les femmes au cœur du développement



L'année 2014 a été pour nous tous et toutes marquée par la disparition soudaine de Marie-Claude Tesson-Millet, notre présidente. Médecin et journaliste, elle a créé Equilibres & Populations en 1993.

Ayant compris bien avant d'autres en France l'importance des enjeux de populations pour l'avenir du monde, elle a su promouvoir pendant plus de 20 ans, avec humilité et constance, les droits des femmes et des filles à jouir de leur liberté de choix en matière de santé, et tout particulièrement de santé sexuelle.

Femme de conviction, elle a mobilisé autour d'elle des personnalités politiques et des parlementaires de tous bords, des experts et des scientifiques de renom, des journalistes et des personnalités du monde intellectuel

ainsi que des fondations et des donateurs qui ont accompagné, à travers le temps, le développement d'Equilibres & Populations et qui aujourd'hui encore soutiennent son action.

Cette « deuxième » vie, après la belle aventure du groupe de presse qu'elle avait créé avec Philippe Tesson, elle l'a vécue intensément avec autant d'exigence pour elle-même que pour ses équipes. Elle savait accorder sa confiance sans retenue à toutes et à tous, avec une ferme bienveillance.

Il est donné à peu de personnes de savoir concilier engagement passionné et ouverture d'esprit, charisme et simplicité, et Marie-Claude Tesson-Millet avait toutes ces qualités. Elles les a mises au service d'une belle cause que nous poursuivrons désormais en son absence.

2014 en bref

Equipop a conduit des études sur la santé et les droits sexuels et de la procréation des adolescentes au Bénin, Togo et Niger. A travers plusieurs missions, elle a analysé dans les trois pays les politiques et programmes dans ce domaine afin de mettre en lumière les opportunités et défis pour l'UNFPA.

page 34

Equipop avec l'Amspot mène depuis fin 2013 des activités spécifiques dans les établissements scolaires pour mieux associer les jeunes au processus d'abandon de l'excision. Près de 5 000 élèves scolarisés ont été touchés. L'objectif est d'en faire des porteurs de message et de changements auprès de leurs pairs, de leurs parents et de celles et ceux qui ne sont pas scolarisés.

Equipop a eu un impact sur la politique française en incitant la France à défendre les droits et la santé sexuels et reproductifs dans l'agenda international. Ce qui a été le cas lors de la CSW et a été confirmé lors du Caire+20, à New York, en septembre.

page 20



Equipop est devenu membre fondateur du réseau européen END FGM. L'objectif de END FGM est de créer un environnement favorisant une action coordonnée et globale des décideurs politiques européens dans la perspective d'éliminer les mutilations sexuelles féminines et toute autre forme de violence contre les femmes et les filles.

page 14

Au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo, **Equipop** a soutenu et coordonné la tenue d'événements mobilisateurs en faveur des jeunes filles en situation de vulnérabilité. Ils ont rassemblé des décideurs politiques, des organisations de la société civile mais aussi des acteurs de terrain. Plus de 660 personnes ont participé à ces débats et 288 personnalités ont signé un bulletin d'engagement.

page 30

Equipop s'est engagée avec 3 autres ONG européennes à travers le projet *European Alliance For Girls* à inciter les décideurs du monde entier à mettre les filles au cœur de l'agenda post-2015.

Equipop a soutenu les membres d'Alliance Droits et Santé pour informer de manière innovante les citoyens et citoyennes d'Afrique de l'Ouest des enjeux relatifs à la planification familiale, l'éducation sexuelle ou encore le mariage précoce.

Equipop a convaincu 16 maires de différentes communes de Ouagadougou de prendre en compte la planification familiale dans leurs plans communaux de développement (PCD): une première au Burkina Faso.

page 10



Après un long plaidoyer, **Equipop** a signé un accord de collaboration avec le ministère de la santé burkinabé autorisant l'expérimentation de la délégation des tâches dans deux régions du Burkina.

page 24

Le 1^{er} décembre, en compagnie d'associations venues du Cameroun, du Burkina Faso et des Pays-Bas, **Equipop** a rendu public une étude économique sur le potentiel des préservatifs féminins dans la lutte contre le sida. L'objectif : mettre un coup de projecteur sur ce moyen de protection entièrement contrôlé par les femmes et offrant une double protection contre les infections sexuellement transmissibles et les grossesses non-désirées.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.







Droits et santé des adolescentes : Impulser le changement par la parole

Adolescentes mariées, jeunes filles non scolarisées, petites bonnes ou vendeuses ambulantes, les jeunes filles en situation de vulnérabilité ne s'expriment jamais. Leur quotidien n'est souvent qu'un lointain écho pour les politiques et les communautés. Pour que la situation de ces jeunes filles change, il faut une mobilisation de la population et des politiques. Susciter des discussions au sein de la société sur le sujet constitue une étape indispensable à cette mobilisation. C'est ce à quoi s'est attelée Equilibres & Populations en 2014 avec ses partenaires d'Alliance Droits et Santé.

LES RADIOS, DES PARTENAIRES DE POIDS

Permettre aux citoyens et citoyennes de s'exprimer a toujours été une chose importante pour Equipop. Au delà de la transmission d'informations, il s'agit de susciter les discussions plutôt que de dicter des comportements à suivre.

Equipop et ses partenaires ont donc multiplié sur le terrain les espaces de rencontres entre les décideurs, les communautés, les jeunes filles et les acteurs de terrain. Dans le cadre de ce dispositif, les radios ont joué un rôle particulier. Avec le réseau Alliance Droits et Santé et l'ONG RAES, Equipop a décidé de tisser des partenariats soutenus avec le média le plus utilisé en Afrique de l'Ouest ; la radio. Le but : créer des espaces de discussions et de sensibilisation sur des thématiques comme la planification familiale (PF), le mariage précoce ou encore les discriminations envers les filles. L'Alliance a ainsi créé 61 émissions diffusées dans 3 pays.



3 PAYS

Burkina Faso, Bénin, Niger



10 RADIOS

communautaires partenaires



61 ÉMISSIONS

produites



1843 DIFFUSIONS



4,1 MILLIONS

d'habitants dans la zone de diffusion

Ces émissions ont constitué également un matériel pédagogique précieux pour les associations. Elles ont ainsi été utilisées dans le cadre de sensibilisations avec les communautés. Partager ces émissions a facilité le travail des intervenant-e-s et permis de faire remonter les inquiétudes, questions et idées préconçues.

Les radios locales ont également été des partenaires précieuses lors de mobilisations de masse comme, par exemple, au Bénin, lors de la fête annuelle de Savalou qui a rassemblé près de 200 000 personnes. L'Alliance a saisi cette occasion pour organiser un événement de sensibilisation autour de la PF et de l'éducation sexuelle. Les débats et les sketches qui ont eu lieu ont été rediffusés dans toute la ville par deux radios locales. Suite à cet événement, les bureaux du Bacar, association membre de l'Alliance, ont vu un nombre croissant de jeunes venir chercher des informations complémentaires en matière de PF, preuve que les discussions suscitent le changement.

Libérer la parole

« Ce qui a fait la différence avec les autres programmes de SSR » témoigne un animateur radio au Niger, « c'est le fait d'avoir pu aborder ces sujets en parlant ouvertement du côté religieux et culturel qui structure les opinions communes sur le mariage et la grossesse précoce. On a osé aborder cela franchement et on voit bien la façon dont les communautés s'emparent de ces débats. Parce que cela leur apprend des choses, cela crée des échanges là où l'on ne disait rien et où on fonctionnait par habitude culturelle, sans remise en cause. Et puis on a aussi pu constater un autre effet, plus quantitatif : plus de femmes sont allées chercher des contraceptifs féminins dans les centres de santé intégrée. Alors que chaque année ils avaient du stock, là ils se sont trouvés en rupture ! ».

REDONNER LA PAROLE AUX JEUNES FILLES POUR CONVAINCRE LES POLITIQUES

En matière de plaidoyer, Equipop a souhaité casser les codes traditionnels. Trop souvent, les prises de positions officielles sont formatées et loin de la réalité du terrain. Il était donc important de retourner aux sources en donnant à voir aux politiques le vécu des adolescentes. Et qui de mieux que ces jeunes filles pour parler de leurs besoins et de leurs situations ?

Au Niger, comme dans 4 autres pays d'Afrique de l'Ouest, Equipop a conçu un format d'événement qui donne la parole aux jeunes filles. Soutenu par la Ministre de la Population, de la Femme et de l'Enfant, l'événement a mis en avant des interviews d'adolescentes et a présenté une exposition tirées de la brochure « Elles racontent pour que ça compte : paroles de jeunes africaines ». Un panel composé d'intervenant-e-s de différents secteurs (directeur d'école, médecin, représentant de ministère, directrice d'association contre les violences faites aux femmes et aux enfants) a ensuite pu réagir aux difficultés mises en avant par les filles.

Écoutons nos filles !

« Dans notre pays, environ 75% des jeunes filles sont mariées précocement dans des régions comme Maradi, Zinder ou Tillabéry. Nombreuses sont les filles arrachées très tôt à la lumière de l'enfance, à la découverte du monde magique des chiffres et des lettres et livrées au monde obscur du mariage précoce. Et ces filles, nos filles vivent la plupart du temps cette situation misérable en silence. Le débat que nous organisons aujourd'hui a pour but de leur donner la parole pour qu'elles nous disent ce qu'elles vivent à travers les décisions que nous, adultes, nous prenons, à leur place, sans les associer. Même s'il est vrai que nous pensons la plupart du temps à leur bien : savons-nous réellement ce à quoi nous les condamnons pour la vie ? »

Animateur du débat « Ensemble faisons entendre la voix des jeunes filles » lors de l'événement mobilisateur organisé à Niamey, Niger

Alexandre Rideau, un communicant au service du développement

Alexandre Rideau, est le directeur de l'ONG RAES, qui promeut les médias, le Web et la téléphonie mobile pour faciliter des échanges qui renforcent la santé, l'éducation et la citoyenneté en Afrique.



Quel est l'intérêt selon vous de travailler avec les radios communautaires ?

La radio communautaire est un relais privilégié pour communiquer avec l'ensemble d'une communauté dans la langue qui lui est propre. Sa mise en place et son utilisation sont techniquement faciles et peu onéreuses, d'où leur présence dans presque toute l'Afrique. Elle contribue activement au développement de la communauté par le partage d'informations et du savoir, et renforce la cohésion et la solidarité communautaire. Au Niger, par exemple, les radios jouent des rôles multiples comme vecteurs d'informations sur la santé et l'éducation.

Comment l'Alliance a-t-elle travaillé avec ces radios communautaires pour initier des changements en faveur des jeunes filles ?

Dans un premier temps, l'objectif a été de former des journalistes ou animateurs radio et deux personnes de chaque membre de l'Alliance. Cela a permis aux premiers de bénéficier de l'expertise des associations sur la santé sexuelle et reproductive, et à celles-ci d'apprendre à se servir du matériel radio et à nouer une véritable collaboration avec les animateurs radio pour une action plus efficace en matière de santé sexuelle, de procréation, de planification familiale et d'égalité de genre au Burkina, au Niger et au Bénin. Plusieurs activités ont été mises en place, dont 9 missions d'appui technique effectuées par l'ONG RAES ; la conception d'un manuel de formation en techniques de production radio et d'un guide sur la stratégie Sunukadu pour former les associations à utiliser

les médias ; la distribution de matériel aux radios partenaires. Jusqu'en décembre 2014, 61 émissions radio ont été produites (41 dans le cadre des formations et 20 à l'initiative des radios communautaires), ce qui a permis d'aborder les sujets sous plusieurs angles sans se départir des messages. Ces émissions ont été diffusées 1843 fois !

Quels résultats avez-vous pu observer ?

Nous avons pu vérifier une nette amélioration des contenus proposés dans les émissions radio. Les journalistes sont dorénavant capables de renforcer le sens et la portée de leurs reportages. Ils ont appris à ré échir en amont sur les angles, les intervenants et l'orientation de leurs productions selon les objectifs fixés et leurs cibles. Les émissions produites ont amélioré les connaissances des populations sur les thématiques de la santé sexuelle et reproductive et de l'égalité de genre, ainsi que le plaidoyer conduit par les partenaires de l'Alliance dans chaque pays. Après plusieurs mois de mobilisation, le gouvernement béninois a par exemple intégré la question des filles vulnérables dans le plan national d'action de repositionnement de la planification familiale et la Ministre de la population nigérienne s'est engagée pour les droits des jeunes filles en promettant d'appeler à mettre fin aux mariages précoces. Les résultats sont encourageants !



Lutte contre l'excision : au Mali comme en Europe, Equipop est sur tous les fronts

Depuis une dizaine d'années, EquiPop met en œuvre dans le district sanitaire de Kayes au Mali le projet « Protéger la Prochaine Génération », en partenariat avec l'Association Malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles (AMSOPT). Ce projet a pour but d'accompagner les 250 villages du district vers l'abandon des mutilations sexuelles féminines (MSF) afin d'améliorer durablement la santé et les droits des filles et des femmes.

Parallèlement aux activités au Mali, Equipop associe depuis 2009 au processus d'abandon de cette pratique la diaspora malienne vivant en France.

L'année 2014 a été marquée par la maturation du projet au Mali et par une plus forte implication d'Equipop au niveau français et européen sur la thématique des MSF.

CRÉER DES PONTS ENTRE ICI ET LÀ-BAS : UNE APPROCHE INNOVANTE

La pratique de l'excision ne connaît pas les frontières. Les premières années de mise en œuvre du projet « Protéger la Prochaine Génération » ont rapidement montré la nécessité d'associer la diaspora malienne vivant en France aux activités développées au niveau communautaire à Kayes. La région de Kayes est une région de forte émigration en direction de la région parisienne. Les membres de la diaspora restent très attaché-e-s à leurs villages d'origine et sont parties prenantes des grandes décisions qui y sont prises. Or, l'abandon de l'excision est une étape cruciale dans la vie des villages. Aussi, les migrant-e-s doivent y être associé-e-s pour en comprendre les enjeux et pour pouvoir accompagner le changement, ou au moins ne pas s'y opposer.

En 2014, lors du colloque « Les défis de l'abandon » organisé par « Excision, parlons-en ! », Equipop et ses partenaires, l'AMSOPT et Entraide et Espoir, ont pu mettre en avant la nécessité d'établir des ponts entre les changements en cours au Mali et la diaspora. Cette stratégie a été reconnue comme une approche innovante et favorisant un abandon durable des MSF bien au-delà des frontières.

EQUIPOP S'ENGAGE EN FRANCE ET EN EUROPE

A travers son expertise sur la question des MSF et le travail transfrontalier entre le Mali et les migrant.e.s, Equipop s'impose comme un acteur incontournable en France et en Europe. Equipop a donc rejoint deux réseaux d'associations œuvrant pour l'abandon des MSF dans le monde.

En France, Equipop est membre de la mobilisation « Excision, parlons-en ! » et participe à améliorer la compréhension du phénomène de l'excision en publiant et en apportant des données et des actualités sur son projet. Au niveau européen, Equipop a rejoint les dix associations composant le réseau « End FGM ». L'ONG est la représentante française du réseau et mène avec ses homologues des actions fortes de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des MSF à l'échelle européenne.



L'HEURE EST À LA CAPITALISATION : RETOUR SUR LES SAVOIRS ET LES SAVOIR-FAIRE

Depuis son démarrage, le projet est intervenu par étape dans le district sanitaire de Kayes. A chaque nouvelle phase, de nouveaux villages ont été intégrés petit à petit dans les activités. En 2014, le projet a atteint 100 villages d'intervention. Equipop et ses partenaires ont alors décidé de démarrer un processus de capitalisation des expériences afin de formaliser les savoirs et les savoir-faire acquis durant les années de mise en œuvre du projet. Capitaliser les expériences a pour but de les rendre partageables et diffusables et répond à la vocation du projet d'être reproduit dans d'autres zones où est pratiquée l'excision.

Accompagnée par une consultante spécialisée dans le domaine, Equipop a organisé, en novembre, un premier atelier de capitalisation de trois jours à Bamako. Ce temps d'échanges a permis aux membres de l'équipe de partager les vécus et d'identifier les pratiques développées dans le cadre du projet. Deux ateliers seront organisés dans l'année à venir pour compléter ce processus.



EXCISION ET MARIAGES D'ENFANT : MÊME COMBAT

Parmi la centaine de villages du projet, 45 villages ont, cette année, décidé d'aller plus loin dans la reconnaissance des droits des filles et des femmes en choisissant d'abandonner également les mariages d'enfant. Désormais, les filles ne seront plus mariées avant leur majorité et sans leur consentement. Cela marque une évolution majeure et démontre que l'abandon de l'excision est une première étape vers la reconnaissance et l'arrêt d'autres pratiques néfastes.

Protéger la Prochaine Génération en quelques chiffres

100 villages

d'intervention dans le district de Kayes



80 villages ont abandonné les MSF depuis le début du projet

En 2014

16 nouvelles communautés abandonnent officiellement la pratique de l'excision

45 villages abandonnent également les mariages d'enfant

Nafissa Touré, une femme engagée pour l'abandon de l'excision

Nafissa Touré est animatrice depuis 2009 au sein du projet *Protéger la Prochaine Génération* qui vise à l'abandon de la pratique de l'excision dans la région de Kayes au Mali.



Nafissa, tu es investie sur le projet « Protéger la Prochaine Génération » depuis 6 ans. Peux-tu nous expliquer en quoi consiste ton travail d'animatrice de terrain ?

En effet, je travaille sur le projet depuis 2009. Mon travail consiste à informer, communiquer et sensibiliser sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le but de lutter contre l'excision et les violences basées sur le genre, mais aussi de promouvoir les droits des femmes et des enfants à travers des visites à domicile et des échanges individuels. Je suis l'interface et la référente du projet dans 10 villages avec les communautés et les autorités coutumières et religieuses. J'identifie et accompagne des cas de complications liées à l'excision et d'autres formes de violences basées sur le genre pour leur prise en charge médico-sociale.

Tu accompagnes les communautés vers l'abandon des mutilations sexuelles féminines. Quels sont les grands changements que tu as pu constater dans tes villages d'intervention ?

Avant, parler de la thématique de l'excision était interdit. Avec les activités de sensibilisation toutes les couches sociales peuvent maintenant en discuter. Les leaders sont plus exibles. On a des enfants non excisées. Le taux de mariage précoce a diminué. Les centres de santé sont plus fréquentés par les femmes pour les consultations pré et postnatales.

La prise en charge médicale a été une satisfaction pour les femmes. Certaines femmes pensaient ne pas pouvoir avoir d'enfants et ont finalement donné naissance. L'une des

femmes a d'ailleurs donné mon prénom à l'une de ses filles. Je suis très bien intégrée dans la communauté. On nous considère quelques fois comme des parents. Maintenant, il y a beaucoup de filles dans les écoles, ce qui avant ne se passait pas. Il y a même des femmes dans les concertations de prise de décision villageoises, alors qu'avant la place y était réservée aux hommes.

Quels sont les messages forts que tu adresses aux communautés pour les amener à changer leurs comportements ?

Les messages ont surtout visé à montrer aux communautés que la pratique de l'excision n'est pas religieuse. J'ai aussi beaucoup insisté sur les conséquences médicales de l'excision.

En plus des activités de sensibilisation, tu accompagnes les femmes souffrant de complications de l'excision dans le circuit de prise en charge médicale et psycho-sociale. Peux-tu nous dire quel est l'impact de cette activité sur le processus d'abandon de l'excision ?

La prise en charge médicale et psycho-sociale de ces femmes par les communautés a été un pas très important. Elle nous a permis, avec l'appui des agents de santé partenaires, de faire le lien avec les maladies que les femmes ont et la pratique de l'excision.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.





« Le Caire+20 » : un plaidoyer renforcé pour les Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs

En cette année symbolique, Equipop a contribué à affermir la position de la France sur une scène internationale très tendue.

« Les droits sexuels et reproductifs sont des droits universels qui ne peuvent être remis en cause en aucune circonstance. [...] Ils sont les premières conditions de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. C'est pourquoi ils doivent être protégés partout [...]. Il est grand temps que la communauté internationale garantisse l'accès universel à la planification familiale, à l'avortement sécurisé et à l'éducation à la sexualité ».

Nous sommes le 5 mars 2014. A la tribune des Nations unies, Najat Vallaud-Belkacem se montre très offensive.

La 58^e commission sur le statut des femmes de l'ONU (CSW) avait été intensément préparée par Equipop et ses partenaires. Ce plaidoyer pour les droits sexuels avait touché diverses cibles, dont le cabinet de la ministre française des Droits des femmes.

2014, L'ANNIVERSAIRE À NE PAS RATER

Vingt ans plus tôt s'était déroulée la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) au Caire. Pour la première fois, les Etats de la planète s'éloignaient de l'approche purement démographique pour aborder les questions de droits humains. C'est dans la perspective de cet événement fondateur que s'était créée Equilibres & Populations, en 1993.

Le programme d'action du Caire s'achevait cette année. 2014 se plaçait donc sous le signe de cette commémoration. L'objectif : éviter une fin de cycle, et impulser une nouvelle dynamique indispensable.

Les progrès observés sur les vingt dernières années sont maigres, les besoins non satisfaits des populations demeurant très importants. Dans certains pays, les chiffres montrent même des reculs en matière de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR).

ASSURER LA VISIBILITÉ DE NOS THÉMATIQUES

En 2014, Equipop a continué à souligner l'importance de ces enjeux auprès des personnes décisionnaires. Mais au-delà de cet habituel travail de fond, il était encore plus impératif que les années précédentes d'être présent lors des grands événements. Ainsi, Equipop a intégré la délégation française dépêchée en avril à New York pour la Commission sur la Population et le Développement, organe en charge du suivi du programme du Caire. Dès ce rendez-vous, Equipop a porté ses recommandations pour promouvoir les DSSR, en insistant particulièrement sur la situation des adolescentes.

Le point d'orgue de l'année devait être la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 22 septembre 2014. Quelques jours avant, Equipop a été officiellement reçue par la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, Marisol Touraine, et la secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, Pascale Boistard. C'est cette dernière qui s'est exprimée à New York, dans la même tonalité que Najat Vallaud-Belkacem six mois plus tôt.

RÉPÉTITIONS GÉNÉRALES AVANT LES ODD

Si la France a tenu son rôle, « Le Caire+20 » n'a pas eu la portée escomptée ; la faute à un format cadencé, ne permettant pas l'ouverture de réels débats, et aux Etats conservateurs, prêts à tout pour bloquer les avancées en termes de DSSR et d'égalité femmes-hommes. Cette mauvaise répétition générale avant l'adoption des Objectifs de Développement Durable en septembre 2015 ne fait que renforcer la nécessité de la mobilisation d'Equipop et des autres parties prenantes françaises.

EQUIPOP PROMeut LE PRÉSERVATIF FÉMININ

Chaque 1^{er} décembre, de nombreux événements marquent la journée de lutte contre le sida. Rares sont ceux qui traitent des inégalités femmes-hommes, pourtant criantes : en Afrique subsaharienne, épicentre de l'épidémie, les femmes représentent 57 % de la population séropositive, et ce déséquilibre s'accroît.

Pour répondre à ce manque, Equipop a organisé à Paris une conférence avec des associations partenaires venues du Cameroun, du Burkina Faso et des Pays-Bas. L'angle choisi était spécifique : mettre un coup de projecteur sur le potentiel du préservatif féminin.

Cet outil est le seul intégralement contrôlé par les femmes, offrant une double protection, contre les infections sexuellement transmissibles et les grossesses non-désirées. Il enrichit la gamme des outils de prévention tout en affirmant la liberté de chacune de choisir sa sexualité.

Organiser un tel événement a permis de démontrer que les programmes locaux marchent et que, à plus grande échelle, l'efficacité économique serait assurée. Or, en 2014, le préservatif féminin reçoit encore 80 fois moins de financements que le masculin.

Se saisir des questions de normes sociales et investir financièrement dans de tels programmes, tels étaient les messages de cette conférence, ensuite relayés dans les médias francophones.



Saskia Husken, une actrice convaincue de l'importance du préservatif féminin.

Saskia Husken est chargée de plaider chez Rutgers, organisation qui travaille dans la même dynamique qu'Equipop à l'amélioration des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



Qu'est-ce qui vous a amené à collaborer avec Equilibres & Populations ?

Notre chargée de plaider, Yvonne Bogaarts, travaille depuis plusieurs années avec l'ancien directeur exécutif d'Equipop, Serge Rabier, dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Quand ils ont discuté de la partie plaider de notre Programme Commun pour l'Accès Universel aux Préservatifs Féminins (condoms4all.org) sur lequel je travaille, ils ont noté qu'il manquait un Business Case sur les préservatifs féminins pour soutenir notre plaider auprès des bailleurs de fonds et des grandes agences. Equipop a ainsi décidé d'investir dans la réalisation de ce Business Case et d'aider à sa diffusion, notamment à travers l'organisation d'une conférence à Paris en Novembre 2014 lors de laquelle je suis intervenue.

Pouvez-vous nous expliquer quels étaient les objectifs de cette conférence?

Cette conférence visait à présenter le Business Case et voir comment il correspondait aux objectifs et réalisations de notre programme d'Accès Universel aux Préservatifs Féminins, ainsi que de présenter les expériences de marketing social de notre pays partenaire, le Cameroun.

De quelle manière le préservatif féminin peut-il contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles en Afrique subsaharienne?

Le préservatif féminin est un contraceptif à l'initiative des femmes, ce qui signifie qu'elles ont le contrôle de leur utilisation. Ce n'est pas le cas du préservatif masculin dont l'utilisation doit bien souvent être négociée avec

son partenaire masculin et qui mène à une interruption du rapport sexuel. De son côté, l'utilisation du préservatif féminin ne doit être négociée qu'une seule fois et la femme peut tout simplement le mettre avant chaque rapport sexuel. Les utilisatrices de notre programme confirment qu'elles se sentent beaucoup plus sécurisées et préparées pour l'acte sexuel, car elles peuvent se protéger elles-mêmes.

A votre avis le préservatif féminin peut-il représenter un moyen efficace pour atteindre les objectifs de santé que les gouvernements sont en train de négocier à New York ?

Absolument. Le préservatif féminin fait partie de la liste de la Commission des Nations Unies sur les produits vitaux pour la santé de la reproduction. Il est actuellement la seule méthode développée qui offre une double protection contre les grossesses non désirées et les Maladies Sexuellement Transmissibles, y compris le VIH. Nous sommes convaincus qu'il doit faire parti de la gamme des méthodes contraceptives accessibles aux populations partout dans le monde. Les hommes, les femmes et les jeunes doivent avoir le droit de choisir la méthode contraceptive qu'ils désirent.

De manière générale, que retirez-vous de votre collaboration avec Equipop?

Equipop fait partie de nos organisations sœurs. Elle a une équipe très engagée et très bien organisée avec qui nous partageons non seulement les mêmes valeurs sur les droits et la santé sexuels et reproductifs pour tous mais aussi la même vision de collaboration avec nos partenaires des pays en développement.



Délégation des tâches au Burkina Faso : assurer une plus grande accessibilité des femmes à la planification familiale

En 2014, Equilibres & Populations a signé un accord de collaboration avec le ministère de la Santé burkinabè autorisant l'expérimentation de la délégation des tâches dans deux régions du Burkina Faso. Cet accord est le résultat d'un plaidoyer d'Equipop de plusieurs années en réponse aux besoins criants en matière de planification familiale (PF).

LA DÉLÉGATION DES TÂCHES : UNE STRATÉGIE EFFICACE ET PROMETTEUSE

La délégation des tâches est un processus par lequel un-e professionnel-le de santé est autorisé-e à effectuer des actes normalement attribués à ses supérieur-e-s hiérarchiques. De nombreuses études ont démontré l'intérêt de mettre en place un tel processus pour faire face aux carences des ressources humaines en santé. En 2006, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a publié un rapport « Travailler ensemble pour la santé » faisant éclater au grand jour l'ampleur de cette pénurie dans le monde. Ce rapport souligne l'importance accrue de ce phénomène en Afrique.

Les carences des ressources humaines en santé en Afrique



Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Les formations sont insuffisantes et les facultés de médecine trop peu nombreuses. Les dépenses publiques de santé sont également insuffisantes pour rémunérer l'ensemble des prestataires de santé requis. Paradoxalement, un grand nombre de professionnel-le-s de santé en Afrique sont au chômage et sont contraint-e-s à l'exode, qu'il soit institutionnel (vers les ONG ou organisations internationales) ou migratoire. Enfin, il existe un réel déséquilibre dans la répartition des professionnel-le-s de santé entre le milieu urbain et le milieu rural. Face à cette situation, la délégation des tâches apparaît comme une des principales solutions pour améliorer l'accès des populations aux soins.

LE PLAIDOYER D'EQUIPOP POUR LA DÉLÉGATION DES TÂCHES EN PLANIFICATION FAMILIALE AU BURKINA FASO

Comme de nombreux pays, le Burkina Faso souffre d'une crise des ressources humaines en santé, notamment en milieu rural, et dans le domaine de la planification familiale. Toutefois, le gouvernement burkinabè a très vite pris conscience de cette crise et a pris un certain nombre de mesures et d'engagements pour y faire face. Dès 2006, le plan de sécurisation des produits contraceptifs a mis en avant l'insuffisance de prestataires qualifiés pour l'offre de méthodes contraceptives, en particulier pour les méthodes de longue durée. En 2009, le Burkina Faso a pris part à la conférence d'Addis Abeba sur les ressources humaines en santé maternelle. Le gouvernement s'est ouvertement engagé à développer un processus de délégation des tâches comme réponse au manque de personnel disponible pour fournir des services de PF. En février 2011, lors de la conférence « Population, développement et planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone : l'urgence d'agir » qui s'est tenue à Ouagadougou, le Burkina Faso a clairement identifié plusieurs goulots d'étranglement à la planification familiale. L'insuffisance de la qualité des services de PF dû principalement au manque de disponibilité de personnel-le-s de santé qualifié-e-s et la faiblesse de la demande au niveau des communautés ont été mises en avant.

Faisant écho à ce contexte favorable de promotion de la PF au Burkina Faso, Equipop a mené dès 2011 une campagne de plaidoyer à destination des décideurs et des acteurs et actrices de terrain visant à développer la délégation des tâches pour les méthodes contraceptives de longue durée. A travers des visites de terrain, l'organisation d'ateliers, de nombreuses rencontres avec les ministères de la Santé et de la Promotion de la Femme, Equipop a réussi à obtenir un engagement fort de la part du Gouvernement en faveur de la délégation des tâches.

EN ROUTE VERS UNE PLUS GRANDE ACCESSIBILITÉ DES MÉTHODES CONTRACEPTIVES DE LONGUE DURÉE POUR LES FEMMES BURKINABÉ

Le principe de la délégation des tâches



Une fois les financements nécessaires rassemblés, le projet sera mis en œuvre dans la région du Centre et la Boucle du Mouhoun sous la supervision du ministère de la Santé.

Forte de son expérience et de sa connaissance des enjeux liés à la promotion de la planification familiale, Equipop poursuivra ses actions de plaidoyer en faveur de l'instauration d'un environnement favorable à la délégation des tâches. Dans le cadre de l'accord de collaboration signé avec le ministère de la Santé burkinabè, Equipop aura également pour rôle d'accompagner le ministère de la Santé et les autres partenaires du projet (l'Association burkinabè pour le bien-être

familial et Marie Stopes International) dans la mise en œuvre du processus et dans l'appropriation de la délégation des tâches au niveau central et régional. Enfin, Equipop initiera une démarche de capitalisation des expériences. Au cœur des préoccupations d'Equipop, la capitalisation permettra de mettre en récit le vécu des acteurs et des actrices de la délégation des tâches et de rassembler les connaissances acquises. Cela sera un moyen de faciliter la diffusion des expériences dans d'autres zones du Burkina Faso et, plus largement, en Afrique de l'Ouest.

Des besoins en PF importants au Burkina Faso

| | | |
|--|--|---|
| 16,2 % de taux de prévalence contraceptive | 24 % des filles et des femmes ont des besoins non satisfaits en matière de PF <i>(Selon l'Etude Démographique et de Santé (EDS) de 2010)</i> | 341 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes |
| 6 enfants par femme en moyenne | | 129 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes |

Ousmane Ouédraogo, un partisan de la délégation des tâches au Burkina Faso

Ousmane Ouédraogo, est le chef de file adjoint du groupe technique sur la santé de la reproduction et un interlocuteur clé pour Equipop dans la mise en place de la délégation des tâches.



En tant que chef de file adjoint du groupe technique sur la santé de la reproduction, quelle lecture faites-vous de la situation de la planification familiale (PF) au Burkina Faso ?

La situation de la PF est critique au Burkina. Nous éprouvons d'énormes difficultés à faire bouger les choses en matière de prévalence contraceptive. Les politiques de PF ne parviennent pas à réellement renforcer l'accès aux services ni à augmenter la demande pour satisfaire les besoins des populations rurales, des zones péri-urbaines et surtout des adolescent-e-s et des jeunes. Selon le récent PMA (Performance Monitoring and Accountability), les besoins non satisfaits augmentent, 24% des femmes évoquent des problèmes d'accès aux services de PF pour des questions de coût, de distance et de gaps en matière de personnel qualifié.

De manière globale, la situation nécessite une politique de relance basée sur des stratégies révolutionnaires, parmi lesquelles la délégation de tâches, qui puissent booster les indicateurs.

Quelles sont les politiques, les stratégies et les actions entreprises par l'Etat pour améliorer le taux de prévalence contraceptive ?

L'Etat fait quelques efforts et a inscrit une ligne budgétaire pour soutenir les produits contraceptifs. Cependant, les prestataires éprouvent des difficultés à l'appliquer de manière harmonisée surtout à cause des consommables qui ne sont pas pris en compte dans la réduction de 50% du coût des contraceptifs. L'expérimentation de sayana press, nouvelle gamme de produit contraceptif à usage unique en phase pilote au Burkina

Faso depuis juillet 2014, a eu des effets positifs dans les régions à fort potentiel mais le défi est de ramener cette méthode au niveau communautaire. La surveillance hebdomadaire des produits a été présentée comme une bonne pratique contribuant à améliorer la sécurité contraceptive. Mais malgré ces initiatives, les effets globaux des stratégies sont très peu perceptibles et les indicateurs stagnent.

En Novembre 2014, le ministère de la Santé a signé un accord de collaboration avec Equipop autorisant l'expérimentation de la délégation des tâches au Burkina. En quoi va consister la délégation des tâches ? Pensez-vous qu'elle pourrait constituer une stratégie porteuse pour la PF ?

Il s'agira de permettre aux agents de santé (infirmier-e-s, accoucheuses) dans les sites pilotes d'offrir les méthodes de longue durée, la première prescription de pilule et l'injectable. Dans notre contexte, je ne vois pas une approche plus performante que la délégation. Opter pour cette stratégie réduirait les coûts de revient que les clientes supportent pour accéder aux méthodes dans des zones reculées. L'implication des communautés assurera la disponibilité permanente des services et facilitera leur accès dans un contexte de pauvreté et d'énormes entraves socio-culturelles. L'adhésion timide à la délégation des tâches est une action salutare mais à mon avis on devrait plutôt développer une réelle politique de passage à l'échelle de cette approche par l'adhésion des partenaires techniques et financiers.



03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.





Alliance Droits et Santé – 2 ans de collaboration et d’actions pour les droits et la santé des femmes et des filles en Afrique de l’Ouest

Le réseau Alliance Droits et Santé a été créé en 2013 à l’initiative d’Equilibres & Populations (Equipop) avec l’appui de trois de ses partenaires historiques au Bénin, Burkina Faso et Niger. L’Alliance compte 11 organisations membres en 2014. Après 2 ans d’existence, d’actions et de plaidoyer dans cette région, l’Alliance est devenue un nouvel acteur clé dans les domaines de la planification familiale, des adolescentes et du genre.

UN RÉSEAU POUR ÊTRE PLUS PROFESSIONNEL

Un des objectifs de ce réseau est de permettre aux organisations membres de se professionnaliser dans leur gestion interne, tout comme dans la conduite de leurs actions. La démarche initiée par Equipop à partir du référentiel EFQM les en a convaincues. Au total 36 personnes de l'Alliance ont été formées par Equipop, qui a ensuite accompagné chacune des organisations membres pour s'assurer de l'appropriation et de l'avancée de cette dynamique de conduite du changement. Les changements priorités par les 9 OSC à l'issue des diagnostics organisationnels se sont focalisés sur 3 secteurs : la gouvernance, la gestion et la communication. Refonte de l'organigramme, actualisation du projet associatif et du règlement interne, développement d'un site internet ou encore démarchage de nouveaux partenaires financiers : des améliorations concrètes ont ainsi été obtenues.

« Avant on se dispersait dans plusieurs domaines en faisant la course aux financements sans orientation stratégique claire. C'est grâce à notre engagement dans la démarche qualité que nous avons mieux cerné l'importance d'avoir une institution forte pour être plus crédible et pour mieux défendre les droits de la femme et de l'enfant ».

Mme Pascaline FAGNINO,
directrice exécutive de
l'association Le Bacar au Bénin

En parallèle, Equipop s'est attachée à appuyer les membres dans l'amélioration de deux compétences clés aussi bien pour les organisations individuellement, que pour l'Alliance collectivement. Il s'agissait des compétences à gérer les fonds et à utiliser les outils de communication numérique.



UNE POUR TOUTES, TOUTES POUR UNE POUR LES JEUNES FILLES

La stratégie de travail en réseau, imaginée par Equipop avec des ONG aux profils complémentaires, s'est révélée particulièrement pertinente. Allier la technicité de certains des membres et leur légitimité institutionnelle avec la capacité de mobilisation nationale de certains autres s'est avéré très positif en matière de mobilisation des citoyens et des décideurs. Au Bénin, par exemple, les membres de l'Alliance ont conjugué leurs efforts afin de pousser le lancement du plan national budgétisé de repositionnement de la planification familiale. Une campagne a été menée à travers des relations presse et des interventions télé et radio. L'objectif : interpeller les politiques et mobiliser la population pour le lancement de ce plan par le gouvernement. La campagne a été couronnée de succès avec le lancement officiel du plan en janvier 2015.

Dans cette campagne, le fait d'appartenir à l'Alliance a également permis aux membres de limiter les risques d'exposition à des mesures de rétorsion lors des actions de plaidoyer envers les autorités.

DES SUCCÈS POUR LA PRISE EN COMPTE DES JEUNES FILLES DANS LES POLITIQUES

En plus du plan PF lancé au Bénin en janvier 2015, les membres de l'Alliance sont parvenus, à travers leur mobilisation et leur capacité d'innovation, à amener les autorités et les communautés à échanger et à prendre position en faveur des jeunes filles.

Travailler en réseau s'avère donc une stratégie payante qui nécessite d'être poursuivie. Gageons qu'Equipop et ses partenaires sauront convaincre leurs partenaires financiers de les appuyer dans cette voie.



Hamadou Hama Hawa, une actrice engagée pour les jeunes filles et les femmes au Niger

Hamadou Hama Hawa,
Trésorière au sein de la
CONGAFEN, association
membre du réseau
Alliance Droits et santé
initié en 2013 par Equipop.



Que vous a apporté l'Alliance au cours de ces deux années ?

L'Alliance a permis à la Congafen de travailler en collaboration avec 10 autres organisations de la société civile des 5 pays qui composent le réseau et surtout avec Lafia Matassa et les Scouts du Niger. Nous avons bénéficié d'une formation en diagnostic organisationnel et d'un renforcement en ressources humaines et matérielles. Cette formation nous a permis de réviser nos textes fondamentaux ainsi que le manuel de procédures et de gestion administrative et comptable, tout en améliorant notre communication sur notre mission et vision. L'équipement informatique a aussi grandement facilité les échanges d'informations entre nous tous et toutes.

Nous avons également été appuyés pour produire des émissions avec des radios communautaires sur des thématiques comme le mariage précoce, la scolarisation des filles et leur maintien à l'école et les violences qui leurs sont infligées. Cela nous a permis de porter nos messages à la population rurale et urbaine et d'accroître notre visibilité et crédibilité auprès des autorités politiques et communautaires.

Dans le cadre de vos actions avec les autres membres au Niger, quels changements en faveur des jeunes filles avez-vous pu observer ?

Nos actions ont permis aux jeunes filles de rompre les tabous. J'ai constaté qu'il y a une grande volonté des filles à participer aux activités de sensibilisation. Elles sont les premières à être sur place. Depuis, elles parlent de leurs problèmes et vont aux centres de

santé. Des dénonciations de mariages précoces et forcés ont été enregistrées auprès des autorités coutumières, qui sont intervenues en leur faveur. Certains parents se sont engagés à ne pas interrompre la scolarité de leurs filles pour les marier. Cela montre un grand changement par rapport au passé.

Quelle action de mobilisation vous a le plus marquée ?

Parmi toutes les actions réalisées, celle qui m'a le plus marquée a été l'événement mobilisateur en faveur des adolescentes. Cette mobilisation a vu la présence d'une forte délégation de leaders politiques, administratifs, coutumiers et religieux, mais aussi de parents, de jeunes, de représentants de la société civile et de partenaires financiers. Il y a eu un débat très animé sur le mariage précoce, la scolarisation des filles et les violences faites aux femmes. Plusieurs médias ont couvert l'événement et la Ministre de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a soutenu officiellement cette initiative et cette cause. Ce que nous avons fait avec cet événement va être utilisé dans d'autres régions du pays.

Comment voyez-vous la suite ?

L'Alliance est un exemple de collaboration fructueuse entre des organisations qui partagent les mêmes valeurs et qui doit se poursuivre. La Congafen veut obtenir le label EFQM. Nous devons ainsi, avec le soutien des membres de l'Alliance, poursuivre nos efforts pour renforcer nos compétences et capacités.



Droits et santé sexuels et reproductifs des adolescentes en Afrique de l'Ouest : 2014 une année de capitalisation d'expériences et de diffusion d'expertise

Equipop a orienté son travail en direction des adolescentes en situation de vulnérabilité dès 2005, alors que cette thématique était encore absente des préoccupations des acteurs en charge des questions de santé et de jeunesse. Aujourd'hui, elle est sollicitée pour apporter son appui en matière de Droits et Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR) des adolescentes aux autres ONG mais aussi aux institutions.

À L'ORIGINE, UN PARADOXE

Bien que les adolescentes contribuent largement à la fécondité, au taux de morbi-mortalité maternelle et soient les premières victimes des nouvelles infections à VIH Sida (75 % des nouvelles infections à VIH parmi les jeunes de 15 à 24 ans concernent les filles) ainsi que des violences sexuelles, elles restent invisibles. Les statistiques et programmes mettant l'accent sur les enfants de 0 à 5 ans et sur les femmes en âge de procréer ne rendent pas compte des situations des adolescentes de 10 à 14 ans et traitent de façon très incomplète celles des 15-19 ans. Pour ces raisons, mais également parce que leur statut n'est pas reconnu, elles ne bénéficient que peu des programmes nationaux et sont sous représentées dans les structures socio-sanitaires, y compris dans les centres jeunes. Cela est particulièrement vrai pour les plus jeunes (10-14 ans), celles qui sont déscolarisées, mariées ou travailleuses (domestiques, vendeuses).

C'est ce qui a convaincu Equipop et ses partenaires¹ de s'attaquer à ce sujet particulièrement sensible car touchant à des normes sociales peu favorables aux droits des filles, notamment en matière sexuelle dans des sociétés où le sexe reste tabou. Avec l'appui de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement, Equipop a pu apporter une réponse concrète à cette situation paradoxale. Ainsi ont été déployées de 2010 à 2013 :

- **des actions de plaidoyer au niveau national** pour promouvoir une meilleure prise en compte des adolescentes dans les politiques et programmes,
- **des actions de proximité dans six sites pilotes²** pour améliorer la situation et les conditions de vie des adolescentes.

1. CeRADIS au Bénin, ASMADE au Burkina Faso, Lafia Matassa au Niger

2. Une zone rurale et une zone urbaine au Bénin, Burkina et Niger

UNE INTERVENTION PORTEUSE DE CHANGEMENTS

Les activités ont été conduites dans le cadre d'une stratégie reposant sur 5 principes :

- **la recherche-action** : création de connaissances et identification d'actions adaptées,
- **la prise en compte du genre** : empowerment des adolescentes et implication des garçons,
- **la participation et l'implication des populations locales** : recours à des acteurs (animateurs, médiateurs) endogènes, médiation et mobilisation sociale,
- **le renforcement des compétences** des bénéficiaires, des cibles et des équipes du projet,
- **le lien entre actions de terrain et plaidoyer.**

La capitalisation de ces expériences a permis de formaliser un modèle d'intervention porteur de changements (voir schéma page suivante).

Elle montre que les actions menées avec la participation et l'implication de toutes et tous (décideurs au niveau national, jeunes filles, membres des communautés, prestataires socio-sanitaires au niveau local) ont contribué à lever des barrières qui empêchaient les jeunes filles de fréquenter les structures socio-sanitaires. Elle permet aussi d'affirmer que des changements sociaux favorables aux droits des filles, y compris en matière sexuelle et de la procréation, sont possibles.

Un modèle d'intervention porteur de changements



 Avant le programme, je n'avais pas su samment confiance en mon potentiel, tant et si bien que je n'avais aucune initiative ou ambition. Avec les activités de sensibilisation, d'alphabétisation et du métier que j'ai appris, je veux me réaliser. Avec l'accord et le soutien de mon mari, je veux créer ma propre entreprise.

Adolescente mariée et mère, Bénin

 L'image que j'avais sur elles a changé ; j'ai su que les vendeuses ambulantes ne se vendent pas, elles vendent leurs marchandises et non leur corps, ce sont des gens qui se battent pour réussir dans la vie.

Agent de santé, Burkina Faso

 Maintenant c'est les filles qui emmènent les parents chez les autorités pour ne pas se marier. Une fille a refusé de se marier parce qu'elle a vu des filles de son âge qui se sont mariées et qui ont eu des problèmes après.

Mère de famille, Niger

UN MODÈLE REPRIS ET UNE EXPERTISE SOLlicitÉE

Durant toute l'intervention, une préoccupation particulière a été donnée à la communication et au partage d'informations à travers le plaidoyer, la participation à des colloques internationaux et la publication de supports. Ce principe et les résultats tangibles obtenus ont favorisé la reprise du modèle par d'autres. C'est le cas, par exemple, au Niger où le Ministère de la Santé, avec l'appui d'agences du système des Nations Unies, a décidé le lancement dès 2013 de l'Initiative Adolescentes « Le savoir pour la dignité », en systématisant l'approche « Défi Jeunes ». Elle permet aujourd'hui de toucher 10 000 adolescentes nigériennes dans tout le pays.

Au niveau sous-régional, l'expertise acquise sur la thématique a été mise au service de l'UNFPA pour réaliser des études sur la situation des DSSR des adolescentes et formuler des recommandations pour opérationnaliser les engagements pris dans ce domaine. Cette collaboration a donné lieu à la publication de 3 rapports concernant le Niger, le Bénin et le Togo dans lesquels Equipop a formulé des recommandations qui sont en cours de mise en œuvre par les bureaux pays UNFPA et leurs partenaires.

TÉMOIGNAGE

Monique Clesca, une personnalité engagée pour les adolescentes nigériennes

Monique Clesca est la Représentante résidente de l'UNFPA au Niger. Elle connaît Equilibres & Populations de longue date et constitue une partenaire incontournable pour faire avancer la cause des adolescentes au Niger.



Depuis combien de temps connaissez-vous Equilibres & Populations et avez vous déjà eu à travailler ensemble par le passé ?

Je connais Equilibres & Populations depuis plus de 10 ans. On a travaillé ensemble pour la première fois dans le cadre d'un atelier de plaidoyer qu'Equipop organisait avec 3 ou 4 pays de l'Afrique de l'Ouest où j'étais conseillère régionale en plaidoyer et communication pour les changements de comportements. Le Bureau de l'UNFPA Dakar m'avait alors demandé de travailler sur ces thématiques avec des journalistes, des parlementaires et des responsables d'ONG.

Vous êtes aujourd'hui Représentante résidente du bureau UNFPA Niger. Dans quelles circonstances avez-vous eu à collaborer avec Equipop sur la thématique de la santé et droits sexuels et de la procréation des adolescentes ?

Nous avons réalisé ensemble deux travaux. Le premier fut une étude sur les politiques, programmes et opportunités des filles dans le cadre des droits et santé sexuels et reproductifs au Niger. Puis, nous venons de valider une étude approfondie sur les interventions de santé au Niger en direction des adolescentes qui va nous aider avec nos partenaires à orienter la suite du programme national pour lutter contre le cancer du col de l'utérus.

Plus particulièrement comment a été utilisée l'étude « Santé et droits sexuels et de la procréation des adolescentes au Niger » et en quoi a-t-elle été utile ?

Nous l'avons partagée avec différents partenaires de différents secteurs, tant au niveau de la société civile que du gouvernement. Au niveau des recommandations, certaines ont commencé à être mises en œuvre, d'autres l'étaient déjà. C'est une étude vivante qui donne des pistes de travail pour nous, mais aussi pour l'ensemble des partenaires. C'est bien d'avoir un document avec des données que l'on peut utiliser et qui compile ce qui avant était simplement dit.

Envisagez-vous de poursuivre votre collaboration avec Equilibres & Populations ?

Oui. Et d'ailleurs, on a parlé de la possibilité de travailler ensemble sur un module de formations dans le cadre du leadership féminin.

Plus largement que pensez vous des partenariats entre agences des Nations Unies, autorités nationales et ONG ?

Pour moi, c'est essentiel. Ça fait partie de notre stratégie de travail, en particulier à l'UNFPA Niger. Quand on est dans une logique de fragilité, comme c'est le cas du Niger où il y a des problèmes d'accès aux services de base en général et de sécurité, on est obligé de travailler avec la société civile. Elle est assez faible et on doit la renforcer. La société civile travaille de près avec les communautés et c'est très important. C'est comme une extension du bras de l'Etat qui n'arrive pas à couvrir toute la population. Ce partenariat est gagnant-gagnant, indispensable et quasiment incontournable.

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur seize salariés et cinquante membres, avec un budget annuel de 1,5 million d'euros. Le siège est à Paris et l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.

BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.

JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action

ADOPTER UNE DÉMARCHÉ PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.

NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, experts techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.

TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationale (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des experts techniques et administratifs ;
- des chercheurs ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des décideurs politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :

Impulser des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs locaux ;

Mobiliser les acteurs d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable ;

Accompagner les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, décideurs politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIKES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des acteurs politiques de la coopération internationale. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les décideurs politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration du VIH/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs locaux. Nous intervenons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'évènements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Partenariats

Célestin Compaoré, un acteur clé de l'Alliance au Burkina

Célestin Compaoré est le Président de l'ONG SOS/Jeunesse et défis au Burkina Faso. Cette association membre d'Alliance Droits et Santé et partenaire d'Equipop accompagne la jeunesse burkinabè à travers des programmes dédiés à la santé, au genre et au renforcement des capacités.



Qu'est-ce qui vous a motivé à devenir membre d'Alliance Droits et Santé et ainsi un partenaire d'Equilibres & Populations ?

Ce qui nous a motivé à devenir membre de l'Alliance a été de faire partie d'un groupe de personnes qui partagent les mêmes valeurs et travaillent sur les mêmes problématiques que nous. Cela fait plus de 10 années que je travaille sur les questions liées aux femmes et aux jeunes filles et pouvoir travailler avec d'autres structures sur ces thèmes est très enrichissant.

Connaître Equilibres & Populations a été une réelle opportunité. Les formations données dans le cadre de l'Alliance étaient en lien avec nos actions et correspondaient exactement à nos besoins organisationnels.

Qu'est-ce que vous a apporté jusqu'à aujourd'hui ce partenariat ?

Equilibres & Populations nous a beaucoup apporté au plan institutionnel, programmatique et renforcement des capacités.

Au niveau organisationnel, cela nous a notamment permis de mieux mener nos actions en direction des jeunes filles. En effet, grâce à ce renforcement nous avons pu voir où étaient nos points forts et nos faiblesses, nous permettant ainsi de nous développer et de mieux définir notre organisation tout en gardant toujours en tête la question des jeunes filles. En plus de cela, nous avons pu renforcer nos capacités de plaidoyer, en individuel et avec Alliance Droits et Santé.

De façon plus générale, grâce à ce partenariat nous avons connu d'autres structures de

la société civile qui mènent la même lutte que nous et que l'on ne connaissait pas. Nous avons pu mutualiser nos forces et efforts en direction des jeunes filles, et partager nos expériences.

Ce partenariat avec différentes structures a également été très fructueux en interne. Nous avons pu optimiser nos compétences, améliorer la répartition du travail, mais surtout la qualité de notre prestation. C'est ça qui est le plus important.

Grâce à ce partenariat et à notre travail en réseau, nous avons pu obtenir dans certaines communes, à travers la mobilisation sociale, de vrais engagements en faveur des jeunes filles, comme la Mairie du 12ème arrondissement de Ouagadougou qui s'est officiellement engagée pour la prise en compte des jeunes filles en situation de vulnérabilité dans les prochains plans d'action communaux.

C'est donc un partenariat très utile. Je dirai même un grand atout pour nous tous et toutes.

A votre avis quel est le futur de ce partenariat ?

Le futur nous le voyons bien tracé. Nous voulons continuer à travailler ensemble, main dans la main, et à partager nos expériences, notre vision commune et nos capacités au bénéfice des jeunes filles.

La continuité de ce partenariat va aussi nous permettre de comprendre comment nous pouvons continuer à améliorer nos missions et notre structure, capitaliser sur ce que nous avons appris et partager notre expérience avec les autres.

Réseaux

Equilibres & Populations a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement.



EuroNGOs

www.eurongos.org

EuroNGOs est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



F3E

<http://f3e.asso.fr>

Le F3E ou Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Coordination Sud

www.coordinationsud.org

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.

EQ
PO
OR

En 2014, l'ONG a ainsi poursuivi son engagement au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Genre en action
www.genreenaction.net

Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



EndFGM
www.endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations génitales féminines.



EFQM
www.efqm.org

EFQM (the European Foundation for quality management) est une organisation européenne qui s'est donnée pour mission de doter les organisations d'un outil de référence commun pour les aider à tendre vers des pratiques visant l'excellence.

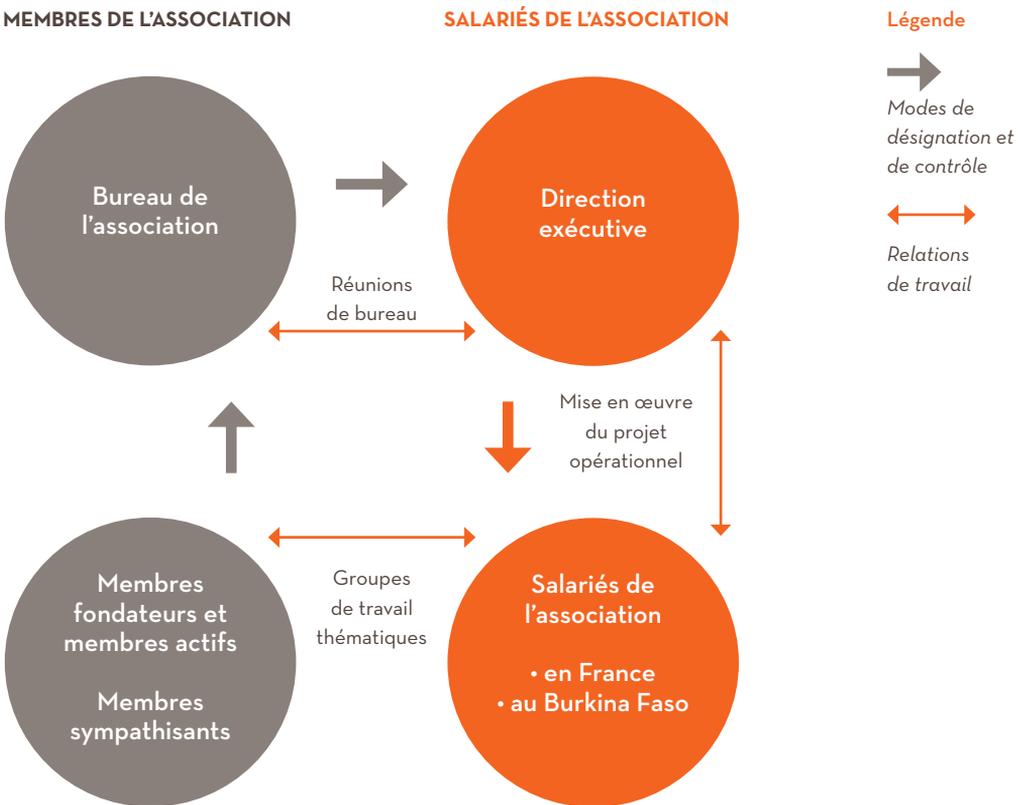


Alliance Droits et Santé
www.alliancedroitsetsante.org

Alliance Droits et Santé est un réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine qui a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.

Engagement citoyen et implication professionnelle

Equilibres & Populations s'appuie sur 53 membres, médecins, journalistes ou professionnels du développement qui se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an. L'Assemblée générale élit tous les trois ans un bureau. Le projet associatif est mis en œuvre par une équipe multidisciplinaire de 17 salariés en 2014.



LE BUREAU

Dr. Marie-Claude Tesson-Millet
Présidente

Pr. Claude Sureau
Membre

Pr. Pierre Foldes
Membre

Dr. Annick Schwebig
Trésorière

Dr. Claude Dumurgier
Membre

*Le bureau se réunit
en moyenne tous
les trois mois.*

Pr. Jacques Milliez
Secrétaire général

Dr. Alain Marié
*Vice-Président et Président
en septembre 2014*

L'ÉQUIPE SALARIÉE

La direction

Serge Rabier
Directeur exécutif

Aurélie Gal-Régniez
Directrice exécutive adjointe

L'équipe*

Marine Casaux-Bussière
Chargée de projet

Sibiri Koné
Agent de Liaison

Nicolas Schlegel
Comptable

Aurélie Desrumaux
Chargée de projet

Rémi Minoungou
Chargé de projets

Clémence Schricke
*Stagiaire en plaidoyer
et communication*

Sylviane Evide
*Responsable
comptabilité et paye*

Rodrigue Ngouana Ngoufo
*Responsable du Bureau
Afrique de l'ouest*

Brigitte Syan
Chargée de plaidoyer

Sanije Hoxha
*Chargée du suivi
administratif et
financier des projets*

Nathalie Perrotin
Chargée de communication

Caroline Traoré
*Chargée de
l'accompagnement
organisationnel*

Adama Kaboré
*Chargé de mobilisation
des ressources*

Kadidia Rabo
Chargée de l'informatique

Claire Veyriras
*Stagiaire en plaidoyer
et communication*

Caroline Kientz
*Stagiaire en plaidoyer
et communication*

Nicolas Rainaud
Chargé de mission plaidoyer

POUR NOUS CONTACTER : INFO@EQUIPOP.ORG

* Par ordre alphabétique

Alain Marié, nouveau président engagé d'Equilibres & Populations

Alain Marié, vice-président du Groupe Profession Santé et nouveau président d'Equilibres & Populations, est actif au sein du bureau de l'association depuis son commencement.



Comment avez-vous rejoint Equilibres & Populations ?

J'ai rejoint Equilibres & Populations, dès le début, parce que Marie-Claude Tesson-Millet me l'a demandé. Notre long passé commun au Quotidien du Médecin lui avait peut-être montré mon intérêt, à côté de la médecine proprement dite, pour la santé publique et, plus particulièrement, la santé des femmes.

Pourquoi cette cause est-elle importante à vos yeux ?

Je suis de ceux qui sont convaincus que la lutte pour les droits des femmes à l'éducation, à la santé et à construire, par elles-mêmes, leur vie de femme et, éventuellement de mère, est essentielle. Parce que c'est juste. Parce que cette évolution est, en elle-même, porteuse de progrès économique.

Par ailleurs, il est important d'agir là où les besoins sont les plus criants, en essayant d'obtenir des résultats concrets. Naturellement, l'Afrique de l'Ouest représente à ce titre une priorité et nous avons choisi d'y concentrer nos actions.

Cet engagement sur le terrain a obligatoirement séduit les médecins que nous étions Marie-Claude et moi. D'autant que cet engagement était bâti sur le principe d'un soutien à des équipes locales et non pas sur des programmes pré-fabriqués en Europe.

En tant que nouveau Président de l'ONG, comment voyez-vous votre engagement ?

Je le vois à deux niveaux : tout d'abord contribuer au financement et au développement de nouveaux programmes de terrain, même si je peux compter à ce niveau sur le profession-

nalisme des équipes. Plus encore, je pense que mon rôle sera de donner plus de visibilité à l'association, en France : développer la communication, organiser des conférences,... En cherchant à atteindre plus le grand public. Bien sûr, cela implique la recherche de nouveaux financements, de nouveaux partenaires.

Quelles sont pour vous les futures pistes de développement pour Equilibres & Populations ?

L'une des priorités est, pour moi, de faire plus mais aussi de dire plus. Faire plus car les actions menées par nous et par d'autres sont très loin de couvrir l'ensemble des problèmes et des territoires de l'Afrique de l'Ouest ; à côté de notre savoir-faire reconnu dans la lutte contre les mutilations sexuelles et la réparation des fistules, nous aimerions développer nos actions en faveur de l'accès à l'éducation et la protection des jeunes filles, par exemple.

Dire plus et, en particulier aux Français-e-s, car nous pensons que les expériences acquises sur le terrain concernent tous nos concitoyen-ne-s au plan humanitaire mais aussi parce que certains problèmes que nous rencontrons en Afrique sont aussi présents dans les villes, nos cités. Surtout, nous pensons que des actions locales en faveur des droits des femmes doivent s'intégrer à une réflexion globale, au niveau planétaire. Autrement dit, nous ne pouvons pas combattre les violences sexuelles en Afrique si nous nous désintéressons des violences sexuelles en France, par exemple.

Gestion de l'association : conduire le changement dans le souci de la qualité des actions

Après plus de 20 ans d'existence et une reconnaissance de son savoir-faire et de son expertise, Equilibres & Populations est parvenue à un stade de développement qui l'amène à se professionnaliser. A cette maturité organisationnelle s'ajoutent des transformations importantes de l'écosystème dans lequel la structure évolue - aggravation de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, restrictions budgétaires des bailleurs européens, exigences accrues des partenaires financiers en termes de gestion des fonds, dynamiques nouvelles des sociétés civiles locales, pour n'en citer que quelques-unes. C'est pourquoi, depuis deux ans, l'équipe d'Equilibres & Populations s'est engagée avec volontarisme à mener différents chantiers internes pour s'adapter au mieux à ce contexte, dans un souci de qualité des actions menées.

En particulier en 2014, Equipop a poursuivi sa transformation numérique. L'organisation s'est dotée d'un intranet et d'un logiciel de gestion de projets. Ces outils s'accompagnent d'une évolution des pratiques professionnelles. Ils induisent à la fois plus de rigueur dans l'organisation et plus de collaboration. Equipop a aussi accru sa présence sur les réseaux sociaux avec une page facebook régulièrement alimentée et un compte twitter très actif.

Le nombre d'audits et de contrôles se multipliant, Equilibres & Populations a affiné encore sa capacité à y répondre de manière réactive et efficace. Coordinant souvent des projets impliquant plusieurs acteurs locaux, Equipop assure un rôle d'ensemblier et de garant de la qualité extrêmement coûteux en énergie et en temps. L'enjeu majeur reste alors de se doter des moyens nécessaires pour accompagner aussi nos partenaires africains vers une meilleure maîtrise des exigences des partenaires financiers.

En matière de management, la structure a progressé dans une culture du partage d'expériences et d'expertises. L'objectif a été de décloisonner le travail tout en favorisant l'apprentissage organisationnel. Il s'agit de construire « un stock » de savoirs et de savoir-faire partageables dans lequel chacun et chacune peut venir piocher pour alimenter les actions. Le fait de systématiser le travail de capitalisation dans les projets et de publier régulièrement constitue en cela un résultat mesurable. Cette dynamique facilite également la mobilisation des connaissances acquises au service d'autres organisations, comme cela a été le cas en réalisant des études situationnelles pour l'UNFPA sur la prise en compte des adolescentes dans les politiques et les programmes.

Enfin, la nécessité d'interroger le modèle économique sur lequel repose la capacité de l'ONG à agir a été une préoccupation largement discutée en interne, préoccupation à laquelle il s'agira de répondre dans les mois à venir en poursuivant l'effort de diversification des sources de financement.

Le budget d'Équilibres & Populations

RESSOURCES

Les ressources 2014 d'Equipop s'élèvent à 1 470 116 euros avec une baisse très légère de 0,3% par rapport à 2013 (1 475 116 euros).

Les ressources proviennent pour près de 69% de fonds privés issus de fondations internationales essentiellement américaines. 2014 a été marquée par le développement de la seconde année du projet "Alliance Droits et Santé" soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, et visant à pérenniser l'engagement de la société civile en faveur de la santé de la procréation/planification familiale/genre en Afrique sub-saharienne francophone.

Les financements de sources institutionnelles sont, cette année, de 27%, dont 19% proviennent des institutions de la coopération bilatérale (Agence Française de Développement, Institut de Recherche pour le Développement) et 8% des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies).

Equipop a su renforcer, mais aussi développer, de nouveaux partenariats techniques et financiers. La diversification des ressources et des collaborations est un élément important de la dynamique des projets.

DÉPENSES

84% des ressources sont allouées aux missions sociales de l'ONG. Les frais de structure sont maîtrisés et stables. Les dépenses 2014 d'Equipop s'élèvent à 1 469 931 euros avec une hausse d'environ 1% en comparaison de 2013 (1 455 915 euros).

Le maintien du niveau des dépenses est en grande partie lié au développement des activités menées en Afrique de l'Ouest, notamment au travers des projets « Alliance Droits et Santé » et « Protéger la Prochaine Génération », mais également grâce au renforcement des partenariats dans la sous-région (UNFPA, Futures Group, Pathfinder).

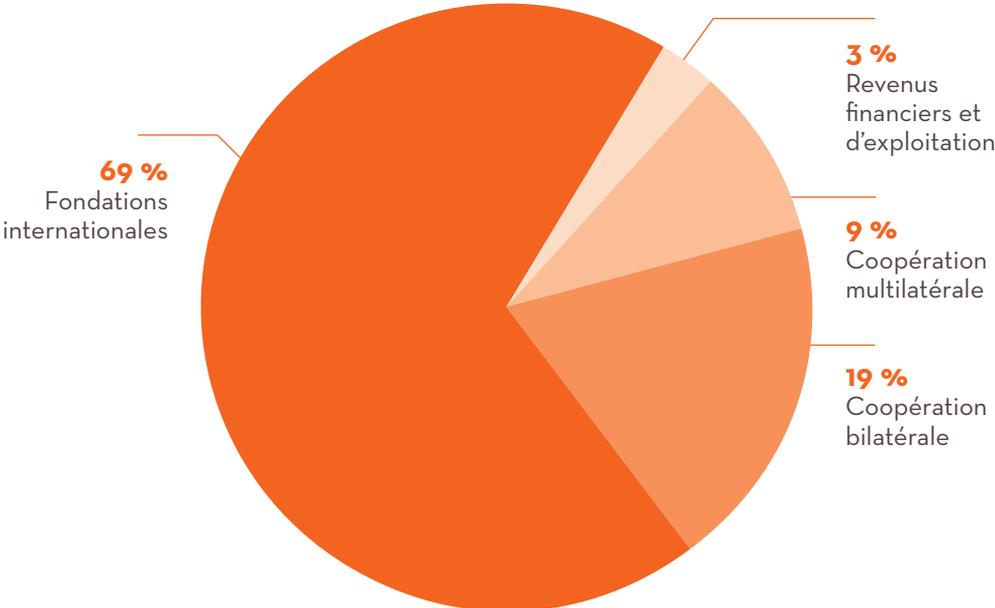
Le budget consacré aux ressources humaines n'a pas subi de variations depuis 2013. Une légère augmentation liée à la mise en œuvre du projet Alliance Droits et Santé était à noter entre 2012 et 2013.

Le résultat de l'exercice est à l'équilibre avec un excédent de 185 euros.

L'objectif reste néanmoins de constituer des réserves plus importantes à moyen terme. La constitution de fonds propres permettrait notamment d'augmenter la capacité d'intervention sur des activités novatrices.

Équilibres & Populations établit des comptes annuels audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2014 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur www.equipop.org.

En 2014, 84 % de nos ressources ont été affectées à nos missions sociales. Malgré un contexte économique difficile qui affecte beaucoup d'associations, Équilibres & Populations a réussi à maintenir son enveloppe budgétaire et à préserver son équilibre financier, terminant l'année avec un excédent.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2014

Perspectives 2015

2015 s'annonce une année charnière aussi bien pour Equilibres & Populations que pour les politiques de développement.

En interne, le décès soudain de la présidente fondatrice en 2014 impose une réorganisation structurelle tout en maintenant le cap des orientations prises ces dernières années. Trois défis majeurs devront être relevés : redéfinir et dynamiser la gouvernance de la structure, renforcer les équipes et poursuivre l'amélioration de leur management, mobiliser de nouvelles ressources pour nos actions. Concernant ce dernier point, il est particulièrement crucial que nous parvenions à sécuriser les moyens nécessaires à la poursuite de notre travail d'accompagnement de la société civile ouest africaine. Pour ce faire, les membres du bureau engagés pour nombre d'entre eux depuis les débuts d'Equilibres & Populations travailleront en étroite collaboration avec une équipe salariée fortement impliquée dans une dynamique de professionnalisation et de développement continu de la qualité des actions. Ce double portage, solide et dynamique, s'appuiera sur un projet associatif clair et fédérateur : améliorer les conditions de vie et le statut des femmes et des filles en impulsant le changement à travers des projets pilotes, en mobilisant les acteurs et actrices d'in uence et en accompagnant les partenaires au développement.

Sur la scène mondiale, 2015 sera l'année de l'adoption d'un nouveau cadre de développement. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement arrivent à échéance et seront remplacés par des Objectifs de Développement Durable adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015. Avant cela, la 48ème session de la Commission de la Population et du Développement tout comme la 59ème session de la Commission sur le Statut des Femmes seront des occasions pour rappeler qu'il est primordial que le nouveau cadre de développement priorise l'accès universel des jeunes filles et des femmes à leurs droits et santé sexuels et reproductifs, en bâtissant sur ce qui a été reconnu par les 179 Etats présents lors de la CIPD de 1994. La prise en compte transversale de l'égalité des sexes et des droits humains est tout aussi fondamentale. Il n'est pas concevable que des Etats tels que la France ne promeuvent pas avec la plus grande fermeté ces objectifs. 2015 sera la dernière ligne droite et il n'y aura plus la place pour les calculs diplomatiques. C'est ce qu'Equilibres & Populations s'attachera à défendre avec savoir-faire, créativité et détermination.

Suivez l'actualité d'Equilibres & Populations au quotidien



Sur notre site internet
equipop.org
Pour s'informer et agir.



Sur twitter
[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)
Pour suivre notre actualité et celle de notre secteur en temps réel.



Sur facebook
[facebook.com/Equilibres.
Populations](https://facebook.com/Equilibres.Populations)
Pour découvrir des contenus exclusifs et partager avec notre communauté.



Via notre newsletter
Pour recevoir régulièrement un résumé des moments forts qui ont marqué notre actualité.

Crédits

Le rapport d'activité est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction des publications :

Aurélie Gal-Regniez

Rédaction en chef :

Nathalie Perrotin

Rédaction : Aurélie Hamelin-Desrumaux, Aurélie Gal-Regniez, Sanije Hoxha, Nathalie Perrotin, Dominique Pobel, Nicolas Rainaud, Aurélie Rosado, Brigitte Syan

Secrétariat de rédaction :

Marguerite Bannwarth et Nicolas Rainaud

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies : Imageo, Félix Vigné©, Tristan Parry©, Equilibres & Populations, UNFPA, RAES, UN Women - J. Carrier

Impression :

Simon Graphic, Ornans

Ce document est imprimé sur du papier certifié.



Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
Avenue des Tansoba,
Pharmacie du Musée
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73